

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Nécessité d'un Parti Communiste (*Amédée Dunois*).
— Sur l'impérialisme (*G. Zinoviev*). — La Session
de l'Exécutif élargi (*suite*). — L'accumulation capi-

taliste (*L. Révo*). — A propos des Commissions
syndicales (*V. Godonnèche*). — Bibliothèque com-
muniste.

Nécessité d'un Parti communiste

LOUZON a intitulé son article : *Le Communisme syndicaliste*. Dans ces deux mots juxtaposés, il y a autre chose qu'un titre. Le communisme syndicaliste, c'est le nom même de la doctrine, du programme, des tendances que Louzon et les amis de Louzon prétendent opposer à la doctrine, au programme, aux tendances de l'Internationale.

Ne chicanons pas sur un titre. Observons toutefois que notre camarade se trompe doublement. Il se trompe (nous le montrerons tout à l'heure) s'il croit que le communisme de l'Internationale n'est pas aussi syndicaliste que le sien — aussi syndicaliste que le syndicalisme révolutionnaire lui-même. Et il se trompe, derechef, s'il croit que son titre est exact. Le titre exact de son article, ce devrait être : *Le Syndicalisme communiste* ; mais il semble bien que Louzon, qui sait comme personne que les mots sont, au fond, des idées, ait reculé devant l'hérésie trop visible d'un tel mot.

Bien ou mal dénommé, qu'est-ce que le communisme syndicaliste ?

C'est à peu de chose près notre vieux syndicalisme révolutionnaire d'autrefois.

Est-ce à dire que Louzon et ses amis n'ont rien appris, rien oublié ? Non, mais ils ont, à mon sens, insuffisamment oublié et insuffisamment appris. Il leur a bien fallu constater qu'aucune des révolutions sociales qui, depuis cinq ans, ont secoué l'Europe, n'a revêtu nulle part la forme syndicaliste, et convenir en conséquence que le syndicalisme ne possède pas une valeur universelle. N'importe ! Ils ne s'en cramponnent que plus fort à cette idée, *a priori*, que la révolution sociale, en France, ne peut se réaliser que par les syndicats et que le syndicalisme révolutionnaire n'a rien perdu de sa valeur, au moins pour le prolétariat français.

Il y a énormément d'arbitraire, et il y a un grand péril, à isoler ainsi le prolétariat français du prolétariat international. Le mot ironique de Pascal : « Un méridien décide de la vérité... Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà » pouvait être juste au temps

de Pascal ; il ne l'est plus au temps où les sciences physiques et l'industrie capitaliste ont presque supprimé les distances et aboli l'espace. Si le mot de Pascal était encore juste, s'il n'y avait dans le mouvement ouvrier que des vérités nationales ou locales, l'Internationale communiste, contredite par l'expérience, devrait être dissoute sur l'heure.

Le syndicalisme révolutionnaire a eu sa destinée. Contre la II^e Internationale opportuniste et domestiquée, il a esquissé brillamment — comme vingt ans plus tôt l'anarchisme — un geste de protestation et de réaction salutaire. Pauvre de doctrine, c'est vrai, mais riche d'énergie prolétarienne et de vitalité, il a arrêté quelque temps la décadence du socialisme. Il a rendu à la Révolution des services inappréciables qu'il n'est pas question d'oublier ; il a été un moment, un des plus beaux moments, de la conscience prolétarienne. Mais il appartient au passé, et quand on l'a soigneusement roulé, lui aussi, « dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts », on est quitte de devoirs envers lui.

Au reste, de quoi nos syndicalistes se plaignent-ils ? Du syndicalisme révolutionnaire, toute la partie essentielle — toute la partie, disons le mot, *marxiste* — se retrouve dans le communisme. Ce n'est pas sans raison que Louzon a pu constater l'identité des conceptions foncières du syndicalisme révolutionnaire et du communisme. Tous deux partent du même concept de classe ; tous deux travaillent à transformer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en une révolution sociale dont le terme final ne peut être que l'abolition des classes. D'où vient donc que Louzon éprouve le besoin d'opposer au communisme de l'Internationale un communisme de son crû, le communisme syndicaliste ?

Certes, ses intentions sont les meilleures du monde ! Il appréhende pour le communisme le sort de l'ancien socialisme. Il redoute que les communistes, à s'organiser séparément en parti politique, ne s'éloignent peu

à peu du prolétariat et ne finissent par se créer des intérêts distincts de ceux de la grande masse des travailleurs. Un parti, fut-il même communiste, est toujours, à ses yeux, plus ou moins en danger. S'il poussait à bout sa pensée, Louzon, n'en doutez pas, conseillerait aux communistes de sortir tout de bon du Parti pour consacrer aux syndicats — ces « formations spécifiquement prolétariennes », comme disait jadis Lagardelle — toute leur activité de militants.

* Le « communisme syndicaliste » ne diffère pas du nôtre — grâce lui en soient rendues ! — au point de vue doctrinal ; pas, non plus, au point de vue tactique. Il en diffère en ceci qu'il tend à substituer pratiquement le syndicat au parti, l'organisation professionnelle à l'organisation politique, en ce qu'il tend à dépouiller le Parti communiste de ses attributions historiques pour les transférer au syndicat. Ainsi, croit-il maintenir au communisme non seulement l'intégralité de sa puissance révolutionnaire, mais encore, et surtout, l'intégralité de son caractère de classe.

Et la vieille question, uné fois de plus, se pose — non pas, bien sûr, pour nous qui, sur ce point comme sur les autres, sommes d'accord avec l'Internationale, mais pour ceux qui, Louzon en tête, ont « insuffisamment appris et insuffisamment oublié » — la vieille question se pose : — Du parti ou du syndicat, lequel marche à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire ouvrier ? Vieille question en vérité : mais tandis que nous la résolvions jadis d'une manière abstraite, c'est l'expérience de l'Internationale qui nous dicte aujourd'hui la juste solution. Voyons un peu ce qu'elle nous dit.

Elle nous dit d'abord que syndicat et parti ne s'opposent pas, mais se complètent. Ils se divisent spontanément la besogne. Tous deux plongent leurs racines au sein de la même classe ; tous deux sont des fractions de cette même classe. Mais, tandis que le syndicat ouvre ses rangs à tous les travailleurs, sans distinction d'opinion, qui aspirent, sans plus, à réaliser des conditions de travail meilleures, le Parti communiste n'est ouvert qu'aux travailleurs de l'opinion la plus avancée, la plus révolutionnaire : l'opinion communiste. Même inscrivant à son programme l'abolition du salariat (qui n'est pas, au surplus, une revendication bien révolutionnaire), le syndicat s'occupe essentiellement tantôt d'améliorer les conditions du travail salarié, tantôt d'empêcher qu'elles n'empirent. C'est un groupement corporatif. Le parti, au contraire, groupement politique, s'assigne comme but la conquête du pouvoir politique, la dictature du prolétariat, l'abolition des classes. Il n'appelle à lui que ceux des travailleurs qui ont compris que leur émancipation exige une série d'actes révolutionnaires dont le premier, point de départ de tous les autres, ne peut être que la prise de possession du pouvoir. Il n'est donc composé que des travailleurs les plus conscients, les plus révolutionnaires, les plus affranchis de préjugés corporatifs ou politiques. Le syndicat opère dans la masse ouvrière une première sélection ; le parti en opère une seconde. Si les syndicats sont le gros de l'armée, ainsi qu'on l'a dit tant de fois, le parti, lui, est l'avant-garde, ou mieux, l'élite, ayant pour rôle d'instruire et d'éduquer la masse inéduquée et inerte, de porter ou de recevoir les premiers coups, de couvrir au besoin la retraite...

— Mais, objecte Louzon, votre élite communiste n'est pas formée que d'ouvriers. Elle est ouverte à tout venant : prolétaire, petit-bourgeois, grand-bourgeois même, il suffit qu'il se déclare communiste. Craignons l'envahissement et l'adulteration du parti par des hommes d'une autre classe et d'une autre culture, professionnels de la plume et de la parole, politiciens en quête de places et de mandats.

— Le Parti communiste, c'est vrai, n'est pas formé que d'ouvriers. Je le demande à Louzon : Est-il désirable qu'il le soit ? Conçoit-il un Parti communiste dont seraient redhibitoirement écartés Marx et Engels, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky — pour ne pas dire Louzon lui-même ?

Un parti communiste ne peut pas être, dans sa composition, exclusivement prolétarien. Il suffit que sa base de recrutement le soit. Il suffit que la base de son idéologie le soit. Il suffit — c'est le cas dans tous les partis communistes du monde — que les prolétaires, à tous les degrés de l'organisation, possèdent la majorité numérique. Il suffit enfin que de solides barrières soient opposées à l'ambition toujours possible des petits-bourgeois arrivistes, des déclassés en mal de reclassement. Le parti est aujourd'hui armé contre le « carriérisme », qu'il continue à se servir de ses armes ; la question des « intellectuels » dans un parti comme le nôtre est une question d'encadrement et de discipline.

Au surplus, les organisations syndicales sont-elles, plus que le parti, « spécifiquement ouvrières » ? Il y a, dans les deux C.G.T. — sans dire mot des secrétaires appointés qui ont, sans esprit de retour, abandonné l'atelier — des employés, des fonctionnaires, des instituteurs, des postiers, des techniciens, des médecins, des comédiens et des auteurs dramatiques ; il peut y avoir demain jusqu'à des journalistes — horreur des horreurs ! — L'arrivisme bourgeois, s'il le veut, peut s'exercer au syndicat comme au parti. Sans compter — nous l'avons vu pendant la guerre — que les influences bourgeoises n'ont pas besoin d'intermédiaires bourgeois pour s'introduire au cœur des syndicats : l'ouvriérisme le plus rigoureux ne saurait garantir une organisation prolétarienne contre l'embourgeoisement de ses dirigeants.

*
**

Je ne redoute pas, à cette heure, l'embourgeoisement du Parti ! Celui-ci, à la suite de ses épurations récentes, tend de plus en plus à se prolétarianiser. Sur dix adhésions nouvelles, il y a neuf adhésions d'ouvriers. Prolétarien dans sa substance, le Parti tend de plus en plus, d'autre part, à devenir prolétarien dans son activité de propagande — la seule que j'envisage ici — et dans son activité de combat. L'ancien parti n'était qu'un vaste comité électoral, une machine à fabriquer en série des conseillers municipaux, des conseillers généraux et des députés. Le Parti communiste se préoccupe moins de conquérir les « pouvoirs publics » que de conquérir les masses. Il s'efforce de gagner à lui, à sa doctrine, à son organisation, à son action, les ouvriers les plus intelligents et les plus énergiques. Il s'efforce de soumettre à l'influence communiste toutes les organisations ouvrières déjà existantes : syndicales, coopératives, sportives, culturelles ou autres. Il n'utilise pas seulement à cette fin la propa-

gande publique ; il recourt à la tactique nouvelle des **noyaux**. Dans toutes les collectivités ouvrières ou qui englobent des ouvriers, fonctionnent des **noyaux** communistes, étroitement rattachés au Parti officiel, et dont l'activité inlassable et patiente s'exerce avec l'appui et sous le contrôle du Parti. La conquête de la masse innombrable est au prix de ces efforts convergents où se dépense, obscurément presque toujours, un dévouement inépuisable.

On voit quel champ immense, illimité, parcourt la propagande communiste. Partout elle est à l'œuvre, visible et présente. « grignotant » lentement ces grandes masses populaires en qui l'ancien parti ne voyait qu'une pâte électorale à triturer. Elle est à l'atelier, au chantier, à la mine, dans les banques et dans les bureaux : elle est dans les chambrées des casernes, dans les entreponts des navires ; elle agite les organisations ouvrières, l'A.R.A.C., les Locataires, les Clubs sportifs, elle s'adresse à la femme, aux jeunes gens, aux enfants. Elle est multiple et pourtant une, complexe et pourtant simple. Sous la diversité de l'expression et des moyens, partout c'est la même doctrine, le même programme, le même but : ceux de l'Internationale communiste.

Communisme syndicaliste, dit Louzon. Pourquoi syndicaliste seulement ? L'activité syndicale n'est qu'une des branches de l'activité générale du Parti. Si, par ses noyaux syndicaux, le Parti communiste continue, avec plus de doctrine, l'œuvre des anciens C.S.R., il a pourtant la volonté d'être autre chose qu'un vaste C.S.R., qu'une fraction communiste à l'intérieur des syndicats. Il entend jouer un rôle — son rôle de parti d'idée et de parti de masses — aussi bien en dehors des syndicats qu'en dedans. Ce rôle, quel est-il donc ? C'est d'être le centre d'impulsion, de coordination, de direction de toutes les activités communistes s'exerçant simultanément dans tous les sens, tendant toutes au même but final : la conquête du prolétariat, en vue de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Tous ces noyaux communistes qui fonctionnent partout où il y a des ouvriers, des paysans, des soldats, des marins, des indigènes coloniaux, ont un centre commun, une même cellule génératrice : le Parti communiste. Si, comme le veut Louzon, le Parti s'absorbait tout entier dans les syndicats, s'il s'identifiait à ceux-ci au point de ne plus conserver qu'un semblant d'organisme propre, qui donc tiendrait en main tous les fils de la propagande et de l'action communiste ? A qui reviendrait le rôle de *Quartier général* du prolétariat révolutionnaire ? Qui coordonnerait, unifierait, disciplinerait les forces dispersées et parfois divergentes ? Qui dirigerait tous les efforts vers un but unanime ?

Ce rôle général de direction, de coordination, de centralisation des idées et des forces, c'est le rôle historique du Parti communiste. Ce ne peut pas être celui du syndicat. Encore moins celui d'une fraction communiste fonctionnant, plus ou moins secrète, à l'intérieur du syndicat.

**

Comme nous voilà loin, n'est-ce pas ? du pitoyable rôle auquel Louzon réduit le Parti communiste ! On voit combien seraient menaçantes, si elles devaient durer, les divergences de nos vues. Nous croyons, nous, au Parti communiste, parce que nous croyons au

communisme ; nous voyons dans notre parti l'organisation ouvrière la plus consciente et la plus résolue, l'organisation générale du prolétariat appelée à soumettre à son pouvoir spirituel toutes les organisations particulières, à étendre son influence sur toute l'énorme masse inorganique sans l'acquiescement tacite de laquelle il n'y a pas de révolution possible. Louzon, lui, ne croit pas au Parti communiste ; il croit aux syndicats animés de l'intérieur par une minorité communiste. Si son optimisme syndicaliste avait reçu la justification des faits, passe encore ! Mais il n'en est rien. Pas plus que le parti, le syndicat n'est à l'abri des défaillances lamentables, des compromissions déléguées, des déviations sordides ; il l'a montré pendant la guerre, il le montre encore tous les jours. Son rôle dans la révolution est, malgré tout, immense : le syndicat est pour la classe ouvrière une organisation de combat naturelle, issue spontanément des nécessités de la lutte des classes. Les travailleurs font dans les syndicats l'école primaire du communisme. Oui, mais ces ouvriers communistes auxquels Louzon confie la charge d'animer les syndicats, où puiseront-ils des forces, où trouveront-ils un appui, sinon à l'extérieur du syndicat, dans cette organisation de classe sélectionnée qu'est le Parti communiste ? De quel côté qu'on se tourne et quoi qu'on fasse, la nécessité d'un *parti* vigoureux — c'est-à-dire en fin de compte d'une *doctrine* inébranlable — apparaît et s'impose. Ce parti existe ; c'est le nôtre. Il entend démontrer par des actes de quoi un parti révolutionnaire de masses, appuyé à une Internationale d'action, est capable. Il attire, jour après jour, à lui, tous les travailleurs sérieux et réfléchis. Je le demande à notre ami Louzon : A-t-il judicieusement choisi son heure pour démontrer à ces ouvriers qui, peu à peu, s'éveillent au communisme et qui donnent leur adhésion au Parti que la place des communistes n'est pas dans le Parti, mais dans les syndicats et que le communisme doit être ramené au syndicalisme d'avant la guerre, d'avant la révolution ?

Il y a tout autant de péril à dresser les syndicats contre le Parti — le particulier contre le général — qu'à abaisser l'action syndicale devant l'action politique, comme le faisaient jadis les guesdistes. La vérité est qu'il n'y a pas d'action syndicale en soi, pas d'action politique en soi. Opposer l'une à l'autre est un jeu équivoque de l'esprit, une bataille parmi les nuées ; au dessus de l'action syndicale comme au dessus de l'action politique traditionnelle, il y a l'action et la pensée communiste de l'Internationale se manifestant dans toutes les directions, et sur tous les terrains : elles ne peuvent émaner que d'un parti de classe, — le Parti communiste.

Amédée DUNOIS.

PAUL FRELICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.

SUR L'IMPÉRIALISME

On connaît la discussion qui s'est engagée dans le Bulletin Communiste entre nos camarades Treint et Souvarine, sur la question de « l'impérialisme ouvrier ».

Comme épilogue à cette discussion, nous reproduisons ici le passage du rapport de Zinoviev à la récente session de l'Exécutif élargi, et où le président du Comité Exécutif a exprimé sur cette question l'opinion de l'Internationale — l'opinion qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'impérialisme ouvrier.

J'ai encore quelques mots à dire sur certaines maladies infantiles du Parti français, notamment sur ce qu'on a appelé l'« impérialisme ouvrier ». Quand notre camarade Boukharine, dans son discours au IV^e Congrès, employa quelques expressions « offensives » toute la presse social-patriote internationale y répondit par une campagne immédiate contre l'« impérialisme rouge » de Boukharine. Et l'on s'aperçut de deux choses. Quelques camarades gardèrent sur cette campagne un silence trop obstiné, tandis qu'en France, Treint tomba dans l'excès contraire. Répondant à l'agitation démagogique des social-patriotes, Treint déclarait :

— Et pourquoi pas ? Nous sommes non seulement pour la tactique offensive de Boukharine, mais aussi pour l'« impérialisme ouvrier » !

Cette découverte touche assurément à la maladie infantile que constitue le communisme de gauche. Dans une polémique avec Souvarine, Treint écrit :

« Rien dans tout ce que dit Souvarine ne prouve qu'on ne puisse, comme marxiste, parler d'impérialisme ouvrier pour exprimer la volonté internationale du prolétariat de dominer la bourgeoisie, tant que n'est pas réalisée la société communiste, sans classes et sans Etat. »

Comme vous le voyez, toute la découverte du camarade Treint se résume en ceci : tant que nous n'avons pas vaincu la bourgeoisie mondiale, nous sommes pleinement en droit d'employer la force à son égard. Mais vous savez comme moi qu'il existe depuis longtemps une expression consacrée pour dire la même chose : celle de dictature du prolétariat. Quel besoin le camarade Treint a-t-il eu de l'« impérialisme ouvrier » ? S'il ne s'agissait que d'un style maladroit, d'une exagération verbale, ce ne serait que demi-mal. Nul de nous n'est sans péché à cet égard. Mais Treint a insisté sur l'« impérialisme ouvrier », s'efforçant de prouver que c'était une question théorique. Avec le plus grand sérieux, Treint a voulu nous convaincre que

les meilleures traditions du guesdisme, du marxisme, du bolchevisme, du communisme veulent que l'on dise précisément « impérialisme ouvrier ».

Vous vous représentez aisément, camarades, qu'il a suffi de cet incident pour alimenter les polémiques de la presse bourgeoise française. Sans le vouloir Treint avait facilité la tâche de nos adversaires politiques. J'espère que, sorti de prison, notre camarade a renoncé à cette façon erronée de poser la question. Il n'y a pas, il ne peut y avoir impérialisme ouvrier. Nous travaillons pour la dictature du prolétariat. Pourquoi emploierions-nous ce terme haïssable, qui pue le sang, ce terme d'« impérialisme » propriété légitime de la bourgeoisie ?

Pour ce qui est de l'application pratique de la tactique du front uni en France, on voit dans le parti des nuances qui rappellent fortement les discussions classiques sur la manœuvre-tactique ou le sincère désir de rapprochement avec les ouvriers social-démocrates, dont j'ai déjà parlé.

Et il est singulier que le camarade Treint, auquel revient l'honneur d'avoir découvert l'« impérialisme ouvrier » commette au même moment une autre faute. Il pense que si nous proposons aux dissidents français la formation du front uni, nous ne pouvons pas continuer simultanément nos vives polémiques contre eux. Parmi les militants français, la question a été posée d'une façon un peu simpliste : La tactique du front unique est-elle compatible avec une polémique acerbe contre les dissidents ? Je ne sais pas s'il y a au fond de cette discussion simpliste quelque chose de sérieux ou si les divergences de vues qu'elle révèle n'ont en réalité qu'une importance de dixième ordre.

Mais d'une façon générale, nous avons toutes raisons de nous féliciter des succès de notre parti frère français. Les difficultés qu'il a surmontées ont été très grandes. N'oubliez pas que nombre d'entre les dirigeants reconnus du P.C.F. ont brusquement passé à l'ennemi. N'oubliez pas que la situation générale de la France n'est pas très favorable aux communistes. Pourtant, tandis que Frossard et ses amis sortaient du parti par une porte, les meilleurs syndicalistes révolutionnaires — comme Monatte — entraient par l'autre. Il ne s'agit pas ici de personnalités, mais d'une chose beaucoup plus importante. Nous avons le ferme espoir que cet assainissement, bien commencé, du mouvement communiste français, continuera et que nous aurons bientôt en France un grand parti communiste faisant preuve d'une combativité réelle.

G. ZINOVIEV.

La Session de l'Exécutif élargi

CINQUIÈME & SIXIÈME SEANCES

Cinquième séance (14 juin, soir)

La séance du soir est ouverte à 7 h. 30 sous la présidence de Gallacher. La discussion continue.

VLADETITCH. — Zinoviev reproche au Parti yougoslave d'éloigner, par son attitude indécise dans la question nationale, les masses prolétaires de Slovénie, la région industrielle la plus développée de Yougoslavie. Ce reproche n'est pas fondé. Le Parti yougoslave mène une lutte vigoureuse contre l'hégémonie serbe aussi bien que contre le chauvinisme des bourgeois slovène et croate. Malgré l'illégalité à laquelle nous oblige la terreur blanche, nous avons battu le parti centriste liquidateur, favorisé en Slovénie par la collaboration d'anciens dirigeants de notre Parti, qui présentaient cette collaboration comme une application des thèses du IV^e Congrès sur le front unique. C'est là une grande victoire, qui prouve que les masses du prolétariat slovène sont plus que jamais décidées à nous suivre. L'existence du problème national en Yougoslavie est la conséquence de la multiplicité des nations et des races placées sous la domination de la bourgeoisie serbe ; ce problème est extrêmement compliqué, et par conséquent les luttes nationales sont très vives. Ce n'est pas à cause de notre illégalité que, jusqu'à présent, nous n'avons pu intervenir d'une manière décisive dans ces luttes. Le Parti tout entier est d'accord sur les mots d'ordre dans la question nationale : contre l'hégémonie serbe, pour la révision de la Constitution et pour le droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes. Nous acceptons avec joie toutes les suggestions de l'Exécutif et nous consacrerons toutes nos forces à les observer. Nous avons déjà lutté pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et avons réussi à le rendre populaire. La lutte entre les fractions a été liquidée, comme le prouvent les décisions unanimes de la dernière Conférence du Parti ; nous avons créé ainsi les meilleures conditions pour l'amélioration des rapports entre le Parti et l'Exécutif. Notre Parti se trouve donc à la hauteur des luttes pénibles qu'il a à soutenir.

SAITTA répond à *Urbani*. — Il n'y a pas eu d'erreurs d'appréciation sur la portée du congrès de Rome. Ce congrès a voté l'adhésion des masses à la III^e Internationale. Nos camarades communistes sous-estiment souvent les masses et accordent trop d'importance aux individus. Nous avons considéré que le P. S. italien amenait à l'Internationale des masses que l'on pouvait utiliser à la condition de bien le vouloir. Nous avons travaillé dans notre Parti pour l'adhésion ; les communistes l'ont contrecarrée. Aujourd'hui, nos amis sont en minorité dans le P. S., *l'Avanti* est dans les mains de Vella. Ce résultat, contraire à ce que nous voulions, n'est pas celui de nos efforts.

Les antifusionnistes n'ont pas eu d'arguments plus forts que la mauvaise volonté apportée à la cause de la fusion par les communistes. L'Exécutif de Moscou voulait la fusion et le Comité Directeur de Rome ne la voulait pas.

On a dit que la fusion avait été compromise par le départ momentané de Serrati d'Italie. Serrati y revint à notre premier signe, après 10 jours d'absence, pour être arrêté trois jours après son retour. Mussolini l'a fait arrêter dès que sa victoire à *l'Avanti* fut devenue évidente. Ne l'aurait-il pas fait arrêter, si cette victoire s'était produite dix jours auparavant ?

La vérité, c'est que la fusion a été difficile parce qu'on a voulu filtrer un Parti de 42.000 adhérents venus en masse à la III^e Internationale. Les conditions qu'on a d'abord posées à la fusion ont indigné presque tous nos camarades, moi excepté. L'Exécutif de P. C. avait voulu satisfaire les communistes, qui, eux-mêmes, ne voulaient pas de la fusion. Il est même arrivé qu'on nous dise que si nous étions mis en minorité, à notre congrès, les conditions d'admission qui nous seraient faites lorsque nous quitterions le P. S. seraient plus dures encore. Bien des camarades du Comité Directeur italien disent encore aujourd'hui qu'ils sont contre la fusion. Ils désirent la sortie de notre fraction du P. S. parce que nous en serions affaiblis (*Urbani interrompt* : *C'est faux*). C'est la première fois qu'on me le dit. On a accompli le travail de rapprochement entre le P. C. et le P. S. d'une manière propre à empêcher tout rapprochement. Nous disons ces choses sans le moindre ressentiment. Si l'on veut la fusion, il faut confier le soin de la réaliser à des hommes convaincus de sa nécessité.

SCHEFFLO (Norvège). — Høglund et Falk critiquent l'attitude de l'Exécutif dans la question scandinave. Nous disons au contraire que l'Internationale communiste ne s'est nullement occupée du Parti norvégien. L'Exécutif sait que le Parti norvégien est actuellement un facteur important, et c'est pour lui un devoir impérieux d'intervenir. Il n'est pas exact, comme le disent Høglund et Falk, que les interventions de l'Exécutif rendent la situation du Parti norvégien difficile. Au contraire, c'est grâce à ces interventions, au Congrès et à la Conférence de Christiania, que l'unité a été sauvegardée. Ensuite, la lutte entre les fractions recommença à cause de l'opposition de la majorité. Il est caractéristique que les représentants de la majorité prennent position pour la neutralité du Parti à l'égard des syndicats et repoussent une proposition de la minorité, à Christiania, d'envoyer une délégation à l'Internationale Syndicale Rouge, par égard pour les social-démocrates. Au même moment, les représentants de la

majorité montraient qu'ils n'avaient pas du tout d'égards pour les partisans de la minorité. Ces mêmes adversaires du centralisme exercent la centralisation la plus rigide à l'égard de la minorité. La Norvège traverse une crise grave. Dans ces derniers temps, les plus grandes banques ont fait faillite, ce qui a produit une grande indignation parmi la classe paysanne. Le mot d'ordre de Gouvernement ouvrier et paysan est donc tout à fait d'actualité en Norvège, et Falk a tort de craindre qu'il ne soulève de violents conflits parmi nous. Notre fraction continuera à suivre la ligne de conduite qui a obtenu jusqu'à présent l'approbation de l'Exécutif.

SERRA demande qu'on fasse abstraction de tout amour-propre dans la discussion de la question italienne. Les camarades du C. D. du P. C. italien ne sont personnellement visés par aucun reproche; mais une politique fautive est d'autant plus dangereuse qu'elle est servie avec plus de courage et de dévouement.

Je suis sévère envers mon Parti. A-t-il fait tout son possible contre le fascisme ? Non. Il y avait de larges possibilités de lutte. Le parti qui aurait entrepris de dresser toute la classe ouvrière contre la réaction se serait fait une situation de premier ordre. Le nôtre ne l'a pas fait parce que ses dirigeants, surtout préoccupés de conserver à tout prix la pureté théorique du Parti, n'ont jamais su aller pratiquement aux masses.

Ce n'est que trop tard, par contrainte, sous la pression des faits, que la tactique du front unique a été appliquée. Quelques mois seulement avant l'avènement du fascisme, la direction du Parti permettait aux militants de collaborer dans les directions syndicales avec des maximalistes.

Individuellement, tous les communistes ont fait leur devoir dans le combat contre le fascisme. Mais le Parti n'a pas fait le sien. Il n'a pas su imprimer son cachet aux luttes de la classe ouvrière contre la réaction. Il a refusé d'entrer dans l'Alliance du Travail, à laquelle les masses croyaient et qu'il a laissée devenir un instrument de la maçonnerie.

La direction du P. C. italien a-t-elle consciemment saboté le front unique ? Non. Elle a été sabotée elle-même par sa mentalité sectaire. De même, dans la question de la fusion, on a perdu un temps précieux, tandis que nos ennemis travaillaient, parce qu'on était trop préoccupé de sauvegarder quelques précieuses traditions de secte. Avec cette mentalité, il faut rompre. Le P. C. italien est le seul à ne pas s'être encore assimilé la tactique du front unique.

Négri craint le contact d'éléments socialistes. J'ai plus de confiance en notre parti. Mettons-nous en contact avec les masses. Ce n'est pas elles qui attenteront à notre pureté théorique, c'est nous qui les éclairerons et les dirigerons. L'avenir de la révolution dépend de notre contact avec les masses.

GIACOMO. — Le Parti communiste italien a été surpris par la victoire fasciste. Les meilleurs dirigeants du Parti se trouvaient à l'étranger quand Mussolini fit son coup d'Etat. La droite des socialistes a coopéré avec Mussolini, de sorte que notre fraction dans le Parti socialiste n'a pas eu à lutter seulement contre les réformistes restés dans le Parti, mais aussi contre de puissants ennemis du dehors. La grande faute du Parti communiste a été de ne pas soutenir à ce moment nos amis socialistes. Ils n'ont été que des témoins impassibles, comme ils l'avaient eux-mêmes. Bien

que le Parti socialiste n'ait en que trop peu de temps pour soutenir une action énergique, il réussit, ce qui est très caractéristique, à avoir avec lui 43 % des effectifs du Parti. Si nos camarades communistes nous avaient aidés, il nous aurait été possible de conquérir la majorité du P. S. Ce fait doit être signalé une fois pour toutes, d'autant plus que, dans peu de temps, aura lieu le Congrès ordinaire du Parti, où sera de nouveau discutée la question de l'adhésion.

Nos camarades norvégiens ignorent que leur attitude a causé un grand tort en Italie. Leurs arguments ont été employés par les antifusionnistes. L'histoire du mouvement ouvrier italien démontre ce qui arrive lorsqu'un parti néglige les résolutions de l'Internationale. Les camarades norvégiens ne savent sans doute pas qu'au dernier congrès, Serrati a dû avouer qu'il avait eu tort et que P. C. avait eu raison. Si les camarades norvégiens s'abstiennent dans leur attitude actuelle, il pourra arriver au Parti norvégien ce qui est arrivé au parti italien.

HOGGLUND (Suède). — Le camarade Radek a exprimé le souhait de me voir critiquer plus concrètement l'attitude de l'Exécutif à l'égard de la question scandinave. C'est ce que je vais essayer de faire. Nous reconnaissons que, dans la question norvégienne, certaines fautes ont été commises de part et d'autre. Les erreurs de l'ancien et du nouvel Exécutif ont consisté principalement en ceci :

1. L'exclusion du président de la Centrale syndicale norvégienne, Lian ;

2. La publication de la première lettre de l'Exécutif à la centrale du Parti dans la *Pravda*. Le Parti norvégien ne reçut cette lettre qu'après que l'organe de la social-démocratie suédoise, le *Sozial Demokraten*, l'eut imprimée et utilisée dans des buts démagogiques.

3. La deuxième lettre, en date du 22 septembre, fut rédigée sans entente préalable avec la centrale du Parti norvégien.

4. De ce qu'on a appelé les « articles d'unification » du camarade Tranmael, on a voulu faire une espèce de projet de fusion organique avec les socialistes de droite, ce qui était complètement inexact.

5. La deuxième lettre attaquait si violemment la position de Tranmael qu'elle n'a pu effectivement qu'exacerber le conflit au lieu de l'aplanir.

6. L'Exécutif a eu tort d'admettre dans son sein un représentant de la minorité du Parti norvégien.

7. Le camarade Boukharine a élevé une lourde accusation contre le groupe *Mot Dag* et il a parié de tendances fascistes manifestées par certains éléments de ce groupe.

De plus, le camarade Chatskine a excité, dans le journal norvégien *Klassenkampen*, la Jeunesse communiste contre le Parti.

Dans la question danoise, il n'aurait pas fallu entrer en pourparlers avec les anarchisants, les putschistes du Parti. Enfin, les camarades danois Hellberg et Ernst Christensen, qui, dans les temps les plus pénibles, ont rendu de grands services à l'Internationale, ont été exclus.

Hogglund réfute les assertions de Radek et de Boukharine, relatives à son article : *Religion et Communisme*. Il fait remarquer qu'il ne s'est jamais prononcé contre une action d'éclaircissement dans cette question, mais que son désir était d'éviter une propagande anti-religieuse par trop grossière qui aurait pu nuire au Parti, en écartant de lui les ouvriers et paysans restés croyants. Il es-

time que la discussion a, d'une façon générale, montré qu'on était d'accord sur les questions principales.

LARSEN (Danemark). — Hoeglund semble mécontent que l'Exécutif de l'I. C. soit intervenu dans le conflit du Parti danois. L'Exécutif a bien agi. A ce moment, il était possible de reformer au Danemark une organisation unie, malgré l'action du petit groupe anarcho-syndicaliste. Quand la proposition de médiation de l'Exécutif fut repoussée, celui-ci exigea que l'accord se réalisât absolument. Quand il vit la proposition de la commission scandinave échouer par la faute de Hellberg, il se dit avec raison que cet obstacle devait être écarté. Les camarades suédois sont en partie coupables de la scission survenue, ayant soutenu moralement le groupe Hellberg. A présent encore, nous sommes gênés dans notre agitation par leur attitude. Il faut qu'une fusion des deux groupes danois s'accomplisse. C'est une nécessité politique. Nous tenterons encore une fois, à la commission danoise formée par l'Exécutif élargi, d'amener l'unification de tous les éléments communistes de Danemark. Mais nous devons exiger des Partis communistes scandinaves qu'ils fassent leur possible pour la faciliter.

KRAJEVSK (Pologne). — Je n'ai qu'une petite explication à fournir. Zinoviev, parlant de l'attitude adoptée par le Parti communiste polonais dans la question paysanne, a produit des assertions qui doivent être partiellement rectifiées. Il est, en effet, exact qu'autour de cette question, des dissentiments se sont fait jour au sein de notre Parti. Quant à présent, ces dissentiments n'existent plus, tout au moins dans les cercles directeurs du Parti ; nous nous sommes placés résolument au point de vue professé à cet égard par l'Internationale. Des résolutions issues de cet esprit ont été adoptées non seulement par le Comité central, mais encore par les principales sections de notre Parti. Un point seul reste donc exact : c'est que dans le travail qu'il a été nécessaire de faire pour triompher, l'ancien point de vue a quelque peu paralysé notre action dans la question paysanne.

Pour ce qui est de savoir si, oui ou non, nous avons adopté le principe du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, je puis déclarer que nous l'avons fait sans la moindre réserve. Nous nous plaçons sur la plate-forme de la self-détermination des peuples, nous ne pouvons donc pas leur dénier le droit de se séparer de l'Etat polonais. C'est ce qui appert de tous les actes publiés par notre Parti.

AOKI (Japon). — Zinoviev a dit qu'un Parti ouvrier légal devrait être formé au Japon. Nous n'avons pas peur des persécutions, qui ne nous ont pas manqué ; mais il serait prématuré de fonder en ce moment un parti politique légal. Beaucoup d'éléments actifs de la classe ouvrière sont encore indifférents à la politique, manquent d'expérience, n'ont que des vues étroites. Nous risquons d'en perdre bon nombre si nous formions un parti. Les syndicalistes ne combattent les communistes qu'en s'opposant à l'action politique proprement dite. Former en ce moment un parti, ce serait pour nous subir de grandes pertes pendant quelques années. Il faut tout un travail préalable d'éducation du prolétariat. Le Comité ouvrier fédéral, constitué l'an dernier pour combattre le projet de loi scélérate, a été un premier centre de ralliement du mouvement politique.

Les communistes japonais sont partisans du centralisme, mais demandent à l'Exécutif de l'I. C. de ne pas perdre de vue la situation arriérée et la faiblesse de leur mouvement ouvrier.

Il n'y a pas de social-démocrates, ni de réformistes au Japon. Le front unique ne peut y réunir que les travailleurs syndicalistes et communistes, privés, les uns et les autres, des droits politiques.

TRANMAEL (Norvège). — Il est nécessaire, en examinant le différend entre le Parti norvégien et l'Internationale, de tenir compte de la structure et des traditions de ce parti. Le Parti ouvrier norvégien s'est organisé il y a trente-six ans, surtout comme une fédération des syndicats sans credo socialiste politique bien défini. Ce n'est que peu à peu qu'il est devenu un Parti socialiste d'abord, communiste ensuite. Cette évolution a commencé longtemps avant son adhésion à la 3^e Internationale. La transformation révolutionnaire du P. O. norvégien s'est accomplie d'abord par une lutte contre les dirigeants réformistes, plus tard par une lutte contre le centralisme. Elle se termina en 1918, par la victoire des communistes qui conquérèrent les syndicats.

En 1921, la droite se détachait du P. O. et formait un Parti social-démocrate ; ce parti n'a pas d'importance. Le Parti communiste est de beaucoup le plus fort.

Depuis l'adoption de la plate-forme communiste, le Parti a obtenu, aux premières élections générales auquel il s'est présenté, 29 mandats au Parlement. Il est le deuxième grand parti politique du pays. Les leaders de son groupe parlementaire ont réussi, avec ceux des syndicats, à faire voter une loi sur l'arbitrage obligatoire.

Quant à l'application de la tactique du front unique, la situation en Norvège est très particulière. Les 4/5 des travailleurs norvégiens suivent le Parti communiste, et ceux qui sont encore influencés par le Parti social-démocrate peuvent être touchés dans les syndicats. Dans ces conditions, nous adresser aux leaders social-démocrates ne servirait qu'à affermir leur position très ébranlée.

Le second message de l'I. C. au Parti norvégien lui a été adressé sans discussion préalable. Il était d'ailleurs basé sur des informations inexactes et incomplètes.

Le 4^e Congrès de l'I. C. s'est prononcé pour un renforcement de la centralisation dans le P. O. norvégien.

Chose grave pour un parti ayant des traditions telles que les nôtres et qui a de sérieuses expériences en la matière. Des divergences de vues se manifestèrent quant à l'attitude à observer vis-à-vis de l'Internationale dont il fallait modifier le point de vue ou avec laquelle il fallait modifier nos relations. L'Exécutif de l'I. C. nous fit des concessions et il a certainement modifié son opinion dans une certaine mesure, concernant la réorganisation du Parti. Après notre congrès on put croire que le conflit était résolu. Un article de Chatskine, reproduit en Norvège, le rouvrit. Chatskine écrivait que si le Parti avait à choisir entre son comité central et l'Internationale, il se prononcerait pour l'Internationale. C'était supposer la continuation de la crise. Le discours de Zinoviev ici même a également paru la rouvrir.

Une lutte se poursuit en ce moment dans les syndicats ; les social-démocrates l'exploitent. De grandes grèves ont eu lieu et aussi des lock-out. Dans la situation actuelle, ce fut été folie de demander à nos syndicats d'envoyer une délégation à la conférence de l'U.S.R. C'eût été offrir aux so-

cialdémocrates un prétexte pour affaiblir et peut-être renverser la commission centrale des syndicats.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan ne peut pas être lancé en Norvège, où des petits paysans adhèrent en grand nombre au Parti ouvrier, où le Parti s'efforce de conquérir leur masse, où il n'est pas question pour eux de former un parti politique indépendant. Nous ne fe-

rions, en parlant en ce moment de gouvernement ouvrier et paysan, que renforcer les tendances réformistes dans notre Parti même.

Les délégués des petits Partis Communistes devraient se souvenir qu'il est plus facile aux petits partis qu'aux grands de se conformer à n'importe quelle résolution. Notre but principal est l'action efficace et elle requiert, ne l'oublions pas, de grands partis de masses.

Sixième séance (15 juin)

La séance est ouverte à midi.

Chatskine explique qu'un article de lui a été publié dans la *Jugendinternationale* et reproduit, sans son assentiment, dans le *Klassenkampf*. Il y critiquait certaines résolutions du Congrès norvégien contraires aux décisions du 4^e Congrès mondial et soulignait que la jeunesse norvégienne a le droit et le devoir de préférer l'Internationale à une majorité de 2 voix du Congrès national.

La parole est donnée à Zinoviev pour le discours de clôture.

ZINOVIEV. — Hoeglund a mal compris beaucoup de choses dans mon discours. C'est naturel. Nous avons 50 partis et il y a tant de questions à examiner ! Je ne voulais pas établir un catalogue, mais seulement signaler le plus essentiel. D'ailleurs un rapport écrit a été distribué. Pourquoi Hoeglund nous fait-il des reproches ? Il aurait mieux aimé que je m'occupe moins des questions scandinaves. Mais ce sont justement ces questions qui sont importantes. La discussion sur la religion est indispensable. Hoeglund fait maintenant bonne mine à mauvais jeu ; il dit qu'il est content, qu'il a triomphé ; comme si nous avions proposé une campagne contre la religion. Ce n'est pas nous, mais la bourgeoisie qui mène campagne, parce que nous combattons les prêtres contre-révolutionnaires. Nous savons très bien qu'il y a en Allemagne, en Angleterre, en Irlande, bien des éléments du prolétariat qui ont des sentiments religieux ; nous en tiendrons compte. Au 4^e Congrès dans le débat sur le gouvernement ouvrier, nous avons déclaré que nous marcherions avec les ouvriers chrétiens. Nous n'avions donc pas besoin d'être spécialement éclairés sur la question. En Russie, nous avons encore des millions et des millions de paysans religieux. Nous savons comment nous comporter avec eux. Cependant le parti russe doit se distinguer des autres partis : nous excluons pour religion. Dans les pays où les Partis Communistes ne sont pas au pouvoir, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures aussi graves. Il n'a jamais été question d'exclure les ouvriers croyants, ni de campagne antireligieuse.

Hoeglund me reproche de l'avoir critiqué sans le citer. Je l'ai fait pour ainsi dire par hospitalité. Maintenant je citerai un passage particulièrement important d'un article de Hoeglund :

« Que certains communistes fassent une propagande religieuse ou antireligieuse, cela ne nous concerne pas en tant que parti. Nous exigeons seulement que nos membres reconnaissent le programme politique et les statuts du Parti. »

Cette conception est fautive. Lénine a dit en 1905 que la religion est une chose privée pour l'Etat, non pour le Parti. Notre Parti ne peut rester neutre. Nous exigeons de nos membres plus

que la reconnaissance du programme et des statuts ; nous devons exiger une conception scientifique. Lénine était-il sectaire ? Il a touché de plus grandes masses que Hoeglund, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Le Parti Communiste doit dire, comme Marx, que la religion est l'opium du peuple. Naturellement, la façon dont la propagande antireligieuse est menée n'est pas indifférente. Hoeglund ne nous en dit rien. Il prétend que les socialdémocrates profiteront de nos débats. C'est possible, mais ils exploitent également ses articles à lui. Je le répète, nous pouvons collaborer avec tout ouvrier religieux sincère. Nous sommes d'accord avec Lénine et Marx, mais nous déclarons que la propagande doit être menée par des moyens appropriés.

En ce qui concerne la question norvégienne, je reconnais que Falk et Tranmael ont parlé très amicalement. Je reconnais qu'ils tendent à un accord. Mais nous ne devons pas oublier certains faits. En 1921 nous avons déjà dans ce parti un conflit au sujet des 21 conditions. Deux ans plus tard, le Comité Central décide de sortir de l'Internationale Communiste. C'est un acte grave. L'Internationale n'est pas une maison ouverte pour entrer et sortir, mais une sainte communauté de lutte, dont les adhérents sont liés les uns aux autres pour la vie. Hoeglund a défendu la revue *Mot Dag*.

Il exige que nous soyons loyaux envers les camarades norvégiens. On doit être loyal envers des camarades, mais pas envers des gens qui nous combattent avec des moyens aussi honteux que le groupe *Mot Dag*. Est-ce là également une chose privée ? Comment peut-on souffrir que quelques individus écrivent ainsi au nom du prolétariat norvégien ? On nous reproche d'avoir exclu Kajot, bien qu'il ne soit pas membre du Parti. Le reproche retombe sur les camarades norvégiens, car Kajot était directeur de leur organe central. Tranmael demande de lui laisser du temps et tout ira pour le mieux. C'est juste. Mais il y a des questions qui ne se posent pas depuis hier seulement. Il a fallu trois ans pour que le titre de l'organe central, le *Socialdemokrat*, soit changé en celui de *Arbeiterblatt* et pour que le Parti soit réorganisé.

Chatskine a parfaitement raison ; il est du devoir de la jeunesse communiste de se plier à la discipline internationale. Nous devons rejeter les reproches qui lui ont été faits. La jeunesse est la meilleure partie de l'Internationale Communiste, elle représente l'avenir. Hoeglund nous reproche d'avoir agi déloyalement. Ce n'est pas celui qui défend la discipline qui est déloyal, mais celui qui la viole. Ce qui est déloyal, c'est que le Parti souffre dans son sein des éléments indisciplinés. On nous reproche le cas de Lian, mais à la Conférence de Gênes il a fait partie du Bureau du Travail avec Jouhaux. Nous avons voulu l'exclu-

re, mais il nous a affirmé qu'il avait été envoyé à Gênes par la Centrale. On nous reproche d'avoir pris des décisions sans demander l'avis des représentants du Parti. Ce n'est pas vrai. Nous avons longuement discuté avec le camarade Fries ; nous avons tenté à plusieurs reprises de faire venir ici Tranmael. Ce n'est pas notre faute, si nous n'avons pas pu parler avec ce représentant du Parti. Il nous reproche d'avoir critiqué à faux la fraction parlementaire. Tranmael a déjà réfuté cette accusation. Hoeglund prétend que nous avons commis une faute en élisant Scheffo et non pas Meyer, représentant de la majorité. Je ne suspecte pas Meyer, parce qu'il a écrit un article antisémite, mais je sais qu'il est depuis peu dans le Parti. Les membres de l'Exécutif de l'Internationale doivent être des camarades ayant une longue expérience du mouvement. Hoeglund se plaint ensuite que Boukharine ait critiqué trop violemment le *Mot Dag*. D'après ce que nous savons de cette revue, la critique de Boukharine était très juste. Hoeglund, l'un des fondateurs de Zimmerwald, a mieux à faire que de défendre pareils éléments. Si Tranmael veut exécuter les décisions de l'Internationale, tant mieux, mais il a eu trop de patience pour des éléments qui n'en méritent pas. Nous devons avoir beaucoup d'égards pour les traditions du Parti norvégien, et ne pas trancher à la légère. Tranmael dit que nous devons conserver les syndicats. C'est juste. Mais il n'est pas juste d'en conclure qu'il soit bon que les syndicats n'adhèrent ni à Amsterdam, ni à Moscou. Au moment où la Fédération Internationale des Transports collabore avec l'Internationale Syndicale Rouge, où Fimmen lui-même collabore avec Moscou, l'attitude des syndicats norvégiens est fautive. On la justifie en disant qu'ils luttent. Ce serait une raison de plus pour adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge, qui est une organisation de combat.

En ce qui concerne le centralisme, Ledebour lui-même, dans les statuts de son Internationale, a posé en principe que c'est à l'Internationale de donner les directives et aux partis de les appliquer. C'est un socialdémocrate qui le dit ! On exige que nous n'intervenions pas dans les questions locales. La question de la Ruhr est-elle une question locale ? Concerne-t-elle exclusivement le Parti français ou le Parti allemand ? Aujourd'hui toutes les grandes questions ont une importance internationale.

Hoeglund nous fait des reproches au sujet de la question danoise. Mais nous avons confié cette affaire aux camarades scandinaves. Hoeglund n'a pas agi correctement : c'est son droit de critiquer des décisions injustes, mais il a eu tort d'inviter des adversaires de l'Internationale Communiste, c'est un acte déloyal.

Nous ferons tout notre possible pour aller à la rencontre des camarades norvégiens. S'il existe de véritables désaccords, ils doivent être combattus ; s'il n'y en a pas, nous devons prendre des décisions communes qui devront alors être exécutées.

L'Italie est l'enfant gâté et en même temps l'enfant terrible de l'Internationale. Je n'ai pas dit que le Comité central est seul responsable de l'échec de la fusion, mais qu'il est aussi responsable. Et c'est assez triste. Espérons que nous prendrons cette fois des résolutions qui seront appliquées.

En ce qui concerne le gouvernement ouvrier et paysan, je suis d'accord avec la proposition de Varga. On peut accepter le mot « travailleurs ».

Koritschoner a dit que l'internationalisme des ouvriers n'est pas un phénomène primitif : c'est un sentiment très sain, un facteur de progrès. Si nous avons dit que nous ne devons pas négliger la question nationale, cela ne signifie pas que les ouvriers tchèques doivent sentir en Tchécoslovaquie les ouvriers allemands en Allemagne, et s'opposer les uns aux autres. Non, ils doivent avoir le sentiment de l'internationalisme, le Parti doit savoir attirer à lui les éléments nationaux mécontents qui jouent un rôle politique important. Ainsi, les bolcheviks ont adopté, dans la question ukrainienne, un point de vue utile au Parti. Aujourd'hui, la situation est analogue dans presque tous les pays. Non, il ne faut pas rendre les ouvriers nationalistes, au contraire.

Zapotocky a dit que la mise en branle des masses en Tchéco-Slovaquie pour le combat décisif ne serait pas possible. Mais si une armée ne peut pas combattre, elle peut toujours manœuvrer, et ses manœuvres doivent avoir des buts concrets. Il y a, en Tchéco-Slovaquie, une crise sérieuse à cause de la hausse de la couronne ; les chômeurs sont nombreux, les crises parlementaires incessantes ; le mot d'ordre de la dictature ne semble donc pas si déplacé ; il s'agit plutôt de savoir comment le poser. Un contre-révolutionnaire russe, Isogoe, écrivait, sur le 1^{er} Mai à Prague, auquel il a assisté lui-même : « D'innombrables manifestants communistes passent dans les rues ; au contraire, un petit groupe de gens bien vêtus représente les socialdémocrates ». C'est pourquoi le discours de Zapotocky me paraît un peu pessimiste. Les manœuvres dont nous parlions plus haut ne peuvent pas être artificielles. La question du chômage offre un champ d'action assez étendu au Parti et aux syndicats. Opposer les manœuvres aux buts, comme l'a fait Zapotocky, est inexact. On manœuvre justement pour atteindre des buts.

Nous recevons de Bulgarie la nouvelle que Stamboulisky aurait engagé une contre-offensive, qu'à Plevna les communistes auraient fait un soulèvement, mais que la Centrale du Parti y serait opposée. Si cette nouvelle se confirme, ce serait une grande faute. Nous devrions maintenant faire bloc même avec ce maudit Stamboulisky. Les bolcheviks ont marché contre Kornilov avec Kérensky. Le Parti bulgare a derrière lui une accumulation de 25 ans. Il faut qu'il prouve maintenant que cette accumulation était une accumulation de forces communistes. Il peut se produire maintenant trois cas : ou bien le Parti entrera dans la lutte, et cette lutte peut aboutir à un gouvernement ouvrier et paysan ; ou bien il ne combattrait pas, le gouvernement actuel subsistera, et notre Parti sera perdu ou tombera en décadence. La troisième possibilité, c'est que la Centrale reste inactive, mais que les masses soient entraînées dans la lutte : dans ce cas, c'est la scission. Nous sommes loin, et d'ici nous ne pouvons donner aucune directive, mais nous devons attirer l'attention du Parti bulgare sur les dangers qui le menacent.

Pour revenir au gouvernement ouvrier et paysan, il faut remarquer qu'il s'est manifesté une si grande unanimité qu'il est déjà possible de lancer ce mot d'ordre. Tranmael a justement fait remarquer que le nouveau mot d'ordre ne permet pas de petites combinaisons parlementaires avec des partis dits « paysans », qui sont en réalité des partis bourgeois, mais signifie que nous devons aller aux masses paysannes.

Ce que dit l'organe national-socialiste la *Conscience* sur le Parti communiste allemand est le

plus grand des compliments. Le K.P.D. n'est pas national au sens ordinaire du mot, mais certaines fractions de la bourgeoisie s'aperçoivent qu'il est un parti révolutionnaire s'adressant à la nation entière. C'est un grand succès, qui prouve que le Parti ne comprend pas son caractère de classe dans un sens corporatif étroit. Le K.P.D. est un parti de classe, mais au sens où doit l'être un parti à la veille d'une révolution. Des épisodes peuvent encore se produire, mais l'issue de la lutte n'est pas douteuse. Je n'estime pas la 2^e Internationale, elle est un moyen d'illusion. Je souligne seulement que nous ne sommes pas une Internationale de parade.

Les récents événements du mouvement ouvrier, la jonction des ouvriers des transports des deux Internationales syndicales, montrent que les forces se déplacent en notre faveur. Il pourrait encore se produire des événements décisifs avant le 5^e Congrès. Œil vif, main ferme, fidélité à l'Internationale, voilà avec quoi nous remporterons la victoire.

LE PRESIDENT donne lecture d'une déclaration de STROM, secrétaire du Parti suédois.

« Pour éviter tout malentendu, j'affirme que des télégrammes de bienvenue et aussi des invitations au Congrès du Parti suédois ont été adressés aux deux Partis communistes danois. »

La parole est donnée à EWERT (Allemagne) pour une explication.

« La délégation britannique a apporté sur la question religieuse une motion tenant la position de Hoeglund pour fautive et antimarxiste. Le Comité Exécutif affirme que la religion n'est pas, pour les Partis communistes, une chose privée, mais un objet de lutte doctrinale à conduire avec les moyens et méthodes appropriés. La délégation allemande soutient cette motion. Elle a été signée également par les délégations suivantes : France, Italie, Tchéco-Slovaquie, Bulgarie, Hollande, Autriche, Suisse et Finlande. »

Sur la question du groupe *Mot Dag* et du Parti norvégien dans ses rapports avec l'Internationale, la délégation allemande apporte deux motions qui sont soutenues par la délégation britannique. La première déclare la tendance du groupe *Mot Dag* absolument incompatible avec l'appartenance à l'Internationale. La seconde constate que le Comité central norvégien a sur les rapports du Parti avec l'Internationale une opinion fautive et dangereuse.

Au nom de la délégation russe, Zinoviev propose le renvoi de ces motions à la Commission, où on s'efforcera d'obtenir un accord avec les camarades norvégiens.

La parole est donnée à Radek pour le rapport sur la situation internationale.

La Situation Internationale

RADEK. — Depuis le dernier congrès, des événements nouveaux se sont fait jour dans la politique mondiale. A plus d'un point de vue, la situation s'est considérablement modifiée. Nous devons en tirer certaines déductions tactiques. Lord Curzon a dit que l'Internationale Communiste est une organisation malfaisante (*mischievous*), parce qu'elle s'occupe de politique mondiale. Nous n'avons pas étudié la politique mondiale au collège d'Éton. Nous l'avons étudiée à notre propre détriment. Il se peut que nous ne l'ayons pas étudiée suffisamment, ce qui serait fâcheux. Si nous voulons atteindre des résultats tangibles, il faut que nous nous rendions un compte absolument exact de la situation politique internationale.

Le premier phénomène important de ces derniers six mois, c'a été le traité anglo-américain, qui a pour objet le payement des dettes anglaises. Le second, l'occupation de la Ruhr. Le troisième, la Conférence de Lausanne, au cours de laquelle, dans la question de Turquie, l'Angleterre et la France ont changé de rôles. Le quatrième est le conflit anglo-russe ; le cinquième, enfin, est la liquidation, en Extrême-Orient, de l'accord de Washington. Tous ces phénomènes sont en liaison réciproque étroite.

Lloyd George avait proposé un règlement de la question des dettes, ce qui équivalait pratiquement à la remise des dettes de la France, mais à condition que la France, de son côté, réduise ses armements et ses exigences de réparation envers l'Allemagne. Si cette proposition avait été acceptée, elle eût signifié une atténuation de la lutte pour l'hégémonie en Europe. La réduction des réparations aurait eu pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat de l'Allemagne. Au cours de relations commerciales intensifiées entre l'Allemagne et l'Angleterre, cette dernière aurait vu diminuer chez elle le chômage, qui lui coûte annuellement (à l'État) 100 millions de livres sterling. Lloyd George avait aussi exprimé le désir de voir la Russie rentrer dans le cercle des relations internationales en qualité d'État capitaliste. La Russie eût dû renoncer à son œuvre d'éducation socialiste et payer ses dettes, ce qui équivalait pratiquement à la cession de ses chemins de fer et de ses ports. La réussite du plan de Lloyd George eût été celle de la restauration du capitalisme européen. Vaste conception qui ne péchait que par la base.

Lloyd George avait fait ses calculs sans tenir compte ni de l'Amérique, ni de la Russie. Or, l'Amérique ne songe nullement à se mêler aux affaires européennes, ce qui est fort compréhensible. Depuis le début de la guerre, elle a doublé sa production pour l'acier et plus que doublé sa production de céréales. L'Amérique ne se sent nul désir d'immixtion dans la politique européenne, malgré les aspirations de certains éléments. Les *farmers* transporteront volontiers leurs affaires en Europe et certaines banques ne demanderaient pas mieux que de financer l'exportation vers l'Europe. Mais par suite de la prospérité actuelle de l'Amérique, l'influence de ces éléments est faible. L'Amérique se préoccupe davantage de l'Asie orientale que de l'Europe. Toutefois le capital américain ne voit pas d'un bon œil la révolution croître dans le vieux monde. Leur rivalité en Asie orientale a rendu impossible toute alliance véritable entre l'Angleterre et l'Amérique, et l'une et l'autre se concurrencent pour la maîtrise de la mer. En cas de conflit entre elles, la France serait du côté de l'Amérique ; c'est pourquoi à Washington, où l'on a tant parlé de désarmement, il n'a rien été dit des armements français. Le plan de Lloyd George était absurde.

L'ex-premier anglais croyait que la Nouvelle Politique économique n'était pour nous qu'un écran derrière lequel nous voulions nous abriter. Nous étions prêts à accorder des concessions contre des crédits, mais nullement à livrer notre industrie lourde et nos chemins de fer au capital. A Gènes, Lloyd Georges nous menaçait à ce propos de nous retirer son amitié. Nous en pensions, nous : « Que Dieu nous protège de nos amis ; quant à nos ennemis, nous en faisons notre affaire ! » Les États capitalistes modifièrent leur attitude à l'égard de la Russie. M. Baldwin base le traité financier avec l'Amérique sur l'amortissement des

dettes. Lloyd George écrit au sujet de cet accord que les Anglais ont eu la chair de poule rien que de songer aux 600 millions de marks-or qu'il leur faudrait payer annuellement pendant 60 ans. 10 % de l'encaisse fiduciaire doivent aller à l'amortissement des dettes alliées. Mais l'effort de rapprochement avec l'Amérique n'est pas le seul résultat de la politique de Lloyd George. La question s'est posée également des relations ultérieures avec la France. L'Angleterre a cessé d'être une île, au point de vue militaire tout au moins. Elle a maintenant son talon d'Achille ; la flotte aérienne française dépasse de beaucoup la sienne. Ces infériorités, l'Angleterre a tâché de les compenser d'une autre façon. A la conférence de Paris, les Anglais formulèrent dans la question des réparations un projet qui n'était pas plus mauvais que le projet français, mais qui laissait de côté la question des garanties. Le plan anglais était une provocation gigantesque. L'Angleterre ne se sentait pas à même de mater l'impérialisme français et comptait voir la France plier le genou devant la résistance allemande. Cependant que le gouvernement anglais faisait une déclaration de neutralité à l'égard du conflit de la Ruhr, l'ambassadeur britannique à Berlin, lord d'Abernon, excitait la bourgeoisie allemande à la résistance en promettant à l'Allemagne l'aide anglaise au moment décisif. L'Angleterre espérait — la résistance des mineurs et de la bourgeoisie allemande exaspérant Poincaré — voir un rôle primordial échoir au capital anglais dans l'industrie allemande du fer et du charbon. Les partenaires mêmes de lord d'Abernon, c'est-à-dire les grands bourgeois allemands réduisirent le dessein à néant. Les événements de la Ruhr ont montré que la bourgeoisie est, non seulement inapte à rétablir le capitalisme, mais encore que, vaincue, elle n'est pas capable de subordonner ses intérêts privés à ses intérêts de classe. Par suite de l'appui colossal fourni par l'Etat allemand aux capitalistes de la Ruhr et par suite de spéculations formidables, le dollar qui, au début de l'occupation de la Ruhr, valait 7.000 marks est monté à 99.000 marks. La résistance allemande est brisée par ce seul fait. Les prix se sont tellement élevés que les salaires sont devenus terriblement insuffisants. Le gouvernement allemand a tenté pourrager de les diminuer et lorsque une vague de grèves a déferlé sur la Ruhr et sur toute l'Allemagne, un préfet allemand, M. Lutlerbeck, s'est adressé au général Degoutte pour lui demander aide et secours contre le prolétariat allemand. Quinze jours après, M. Cuno déclarait que la résistance allemande dans la Ruhr continuait ; c'était fantaisiste. La bourgeoisie allemande voulait capituler en faisant payer les pots cassés au prolétariat allemand. L'industrie lourde allemande proposa de payer des annuités de 500 millions de marks-or, mais à condition que la journée de huit heures serait abolie, que les chemins de fer passeraient à l'exploitation privée, que la loi sur les loyers serait abrogée et la liberté d'exportation rétablie. Ce qui revient à dire : les travailleurs allemands n'ayant pas été à même de saisir les valeurs réelles de la bourgeoisie, celle-ci veut, au sens le plus littéral du mot, mettre la main sur toutes les valeurs réelles de l'Etat. Il est vrai que le triomphe de Poincaré dans la Ruhr n'est pas encore consommé. La bourgeoisie allemande qui a lâché les chiens courants du nationalisme sur les communistes sera impuissante à les museler. On a même voulu rendre les communistes allemands responsables de la catastro-

phie de la Ruhr, mais le Parti allemand a conservé tout son sang-froid et n'a pas donné dans la provocation.

Les opérations françaises dans la Ruhr n'étaient pas dirigées contre la seule bourgeoisie allemande, elles visaient également la bourgeoisie anglo-saxonne et peu s'en est fallu que Poincaré n'eût fait réellement coup double. L'affaire de la Ruhr a paralysé pour plusieurs années la vie économique de l'Allemagne. Pour l'Angleterre cela équivalait à la perte de l'un de ses principaux clients. C'est ce qui explique pourquoi l'opinion de Beaverbrook a prévalu en Angleterre. Beaverbrook estime toutes les relations européennes si fortement ébranlées que la crise du continent n'offre aucune possibilité de solution et que le salut doit être attendu des seules colonies. Les notes envoyées par Curzon à la Russie des soviets sont une expression de cette opinion. Fait caractéristique, le jour même une note était signifiée à l'Allemagne la sommant d'avoir à payer tout ce qu'elle doit à la France. A première vue il semble que ce soit une folie pour la Grande-Bretagne de se faire simultanément l'ennemie de l'Allemagne et de la Russie. Mais cette folie cache un système : l'Angleterre veut livrer pieds et poings liés l'Allemagne à la France et à ce prix aiguiller la France contre la Russie des soviets. Pourquoi ? D'abord il y a là un ressouvenir du plan Lloyd George, ensuite le cours des événements en Russie et en Orient veut cela. Lloyd George avait espéré une capitulation de la Russie réduite par la guerre civile et par la famine ; cette espérance ayant été frustrée, il l'avait reportée sur la Nouvelle Politique économique. Or au lieu d'un retour au capitalisme, la Nép fut une consolidation du régime communiste. La Russie put exporter des produits et pourra, si la récolte est bonne, vendre des céréales pour 150 millions de roubles-or. Cette résurrection de l'exportation entraîne un essor de l'industrie, d'où un renforcement du régime des soviets. Ce qui se passe en Orient fait aussi le jeu du gouvernement russe, et l'Angleterre voit ses relations avec les colonies menacées. Voilà pourquoi Curzon a voulu réduire à merci la Russie des soviets avant qu'il soit trop tard. Les télégrammes du représentant italien à Moscou montrent nettement sous quel aspect les choses se présentaient à l'esprit de Curzon : les grandes puissances devaient rompre toute relation avec la Russie de façon à rétablir un nouveau blocus économique. Les Etats limitrophes de la Russie devaient prendre une attitude d'« opposition passive » envers les soviets, ce qui revient à dire : les bandes de Petliura, les s.-r. et les mencheviks géorgiens recommencent la guerre civile avec l'appui de l'or anglais. La politique anglaise supposait en outre une invasion polonaise de la Russie des soviets. A un autre moment récent, les Anglais fondaient beaucoup d'espoir sur la maladie de Lénine. Mais l'Angleterre comptait sans les 25 ans d'expérience de notre Parti. Un journaliste américain venu de Londres, à qui je demandais pourquoi lord Curzon voulait la guerre contre la Russie des soviets, me répondit : « Curzon veut mesurer vos forces, maintenant que vous n'avez pas Lénine ! »

Nous ne nous sommes pas pliés aux caprices de ces messieurs. Le gouvernement des ouvriers et des paysans ne veut pas de guerre, mais si on l'y force, il la fera. Malgré la profondeur de ses vues, Curzon a tourné une page sans la lire comme il faut : la page russe. Il avait déjà fait une faute semblable pour les Indes. C'est lui qui fut

l'instigateur involontaire du mouvement national hindou. En Russie, où la classe ouvrière est au pouvoir, la conscience nationale est un élément de sa dictature. Mirbach et le général Hofmann ont été les parrains de ce mouvement national pour avoir voulu par la force imposer la paix de Brest-Litovsk ; les notes de Curzon jouent maintenant un rôle analogue. Nous ferons en sorte que ces notes traduites en russe soient largement répandues parmi les ouvriers et les paysans.

Curzon sous-estime également la situation qui s'est créée en Orient. Les peuples orientaux savent que Vorovsky est tombé pour leur affranchissement, et que si nous avons contenu notre désir de riposte, nous n'en sommes pas moins restés ce que nous fûmes. Lord Curzon cherchait la rupture mais n'a pas osé aller jusqu'au bout parce que l'indignation était trop grande, non seulement dans le parti ouvrier et dans les fractions libérales de la bourgeoisie anglaise, mais encore dans les rangs du parti conservateur, qui s'opposait lui aussi à cette aventure périlleuse. Le premier acte touche à sa fin. Le rideau va se lever sur les suivants. La ruine du capitalisme européen vient à grands pas.

La seule puissance qui sache ce qu'elle veut dans cette situation, c'est la première puissance prolétarienne et paysanne.

La Russie n'est pas le seul ennemi de l'Angleterre. Son second ennemi, c'est le monde musulman qui s'éveille et qui a en Turquie un centre officiel. C'est pourquoi l'Angleterre cherche également à atteindre la Turquie, en excitant les Grecs contre elle. Ses espérances ont été déçues, les Grecs battus. L'Angleterre a tâché alors de réaliser le plan Beaconsfield : lutte contre la Russie, paix avec la Turquie. La Turquie est trop faible pour reconquérir les territoires qui lui ont été ravis par la Grande-Bretagne ; on essaya de conquérir son amitié pour s'en servir éventuellement contre la Russie des soviets. De là le soudain changement de front à la conférence de Lausanne. A la fin de cette conférence, la France apparaissait comme l'ennemie et Curzon comme « l'ami » de l'Islam. Mais ici encore Curzon commit une faute décisive. La Russie des Soviets a soutenu la Turquie révolutionnaire, non par confiance en ce Kemal pacha, qui se disait commissaire du peuple et envoyait des télégrammes à Lénine, mais par conviction que les intérêts des paysans russes étaient conformes à ceux des paysans turcs. Le résultat, c'est que les masses populaires turques ne considèrent pas la Russie comme une ennemie, mais comme la seule puissance qui les ait aidés dans les moments difficiles.

Quelques mots sur la situation en Extrême-Orient. La base des relations internationales y devait être l'accord de Washington. La Russie n'était pas reconnue en tant que grande puissance et n'était pas invitée à Washington, comme si elle n'avait pas d'intérêts en Extrême-Orient. Depuis, nous sommes entrés à Vladivostok. La convention de Washington accordait un certain nombre de « dreadnoughts » aux trois grandes puissances participantes : Angleterre, Amérique et Japon. Le Japon comprit que cette convention était dirigée contre lui et, bien qu'il se soumit, modifia son plan stratégique et s'occupa de la construction de croiseurs rapides et de sous-marins. Il s'ensuivit des mesures analogues de la part de l'Amérique et de l'Angleterre. L'Amérique arrêta un plan de construction de nombreux croiseurs et sous-ma-

rins, tandis que l'Angleterre, sentant la base maritime de Hong-Kong menacée, en établissait à Singapour une nouvelle. Cette situation met le Japon dans la dépendance de la Russie des Soviets. Il a besoin d'une paix immédiate et de bonnes relations avec la Russie, pour avoir les mains libres contre l'Amérique.

Quelles sont les conséquences de cette situation ? D'abord, la reconstruction de l'Europe a fait place à un *trust for the destruction of Europe*. Nous devons constater les symptômes d'un grand ébranlement mondial. S'il se produit des faits de reconstruction, c'est seulement dans certains pays, en Amérique et en Angleterre, par exemple, où le capitalisme enregistre un certain progrès passager. Le vieux continent va vers de nouvelles luttes. Les effectifs des armées et les budgets de guerre sont beaucoup plus élevés qu'avant 1914 ; les dangers de guerre sont beaucoup plus grands qu'en 1914. Enfin, la seule puissance prolétarienne du monde est en grand danger, précisément parce que plus forte que jamais. Les espérances de la contre-révolution sont ruinées. La Conférence de Lausanne et les notes de Curzon ont été des signaux d'alarme. Nous ne nous laisserons pas vaincre, mais il dépend de vous, camarades, que la nouvelle agression contre la Russie des Soviets devienne le point de départ d'un assaut prolétarien contre le capitalisme.

La classe ouvrière allemande et, avec elle la révolution allemande, sont aussi menacées. La misère des ouvriers allemands est si grande que la consigne : « Ne vous laissez pas provoquer », n'a plus d'effet. La classe ouvrière va devoir combattre. Comme l'Allemagne est une colonie d'exploitation de la France et comme il est impossible d'exploiter un pays dont la révolution est malférose, le prolétariat allemand devra faire face à la fois au fascisme allemand et à l'impérialisme français. Le devoir de nos camarades français est de soutenir nos camarades allemands dans cette passe difficile.

D'autre part, le mouvement révolutionnaire de l'Orient est en danger. Nous avons appris ces jours-ci que le gouvernement national à demi-démocratique de Téhéran avait été renversé et remplacé par des éléments anglophiles. En Turquie, on sait que les éléments qui veulent un accord avec l'Entente sont les ennemis les plus acharnés des communistes. Il faut attirer l'attention de notre Parti anglais sur cette situation.

Dans ces derniers mois s'est produit un fait dont les résultats terribles ne sont pas encore apparus clairement à beaucoup d'entre nous. Avant l'occupation de la Ruhr et les notes de Curzon, les représentants de millions d'ouvriers organisés s'étaient réunis à La Haye, et, bien que leur Congrès ait aperçu les dangers qui nous menaçaient, il ne fit rien. Nous avons, en somme, revécu les émotions de 1914. Si la bourgeoisie avait été plus résolue nous aurions eu une nouvelle guerre sans révolution. Nous aurions été trop faibles pour l'empêcher. Nous devons donc accorder plus d'attention aux questions de politique mondiale qui nous intéressent, non en qualité de spectateurs, mais en qualité de combattants de la cause du prolétariat.

Après quelques communications de NEURATH, sur le travail des commissions, la séance est levée.

Le Bulletin Communiste paraîtra la semaine prochaine sur 24 pages.

De l'Accumulation Capitaliste (1)

Contradictions Capitalistes

L'accumulation du capital joue dans la vie sociale un rôle analogue à celui que le cœur joue dans le fonctionnement de l'organisme humain.

Le cœur règle la circulation du sang ; au moment où le cœur cesse de chasser le sang à travers les artères et les veines, le corps meurt. C'est grâce à l'accumulation que le mécanisme de la production capitaliste se maintient en marche. Les capitalistes produisent en premier lieu pour agrandir leur capital ; s'ils n'ont pas la possibilité de l'agrandir, de l'accumuler, ils renoncent à la production. Ainsi, l'accumulation est la force qui fait tourner les roues de la production capitaliste. Pareil à un homme dont le cœur commence à battre irrégulièrement, l'organisme social se trouve en proie à des dérangements considérables de ses fonctions normales, si l'accumulation du capital se paralyse et cesse de se poursuivre régulièrement.

Comme l'homme a besoin de la respiration pour renouveler son sang et pour assurer le fonctionnement du cœur, la société capitaliste a besoin de l'échange avec les milieux non capitalistes pour que la reproduction capitaliste (autre dit l'accumulation) puisse fonctionner. Pendant la guerre, l'impérialisme allemand a justifié sa politique d'oppression dans les Balkans en déclarant que les pays balkaniques constituaient ses poumons, sans lesquels il ne pourrait exister. C'est dans les pays précapitalistes, colonies ou pays à production capitaliste peu développée, que le capitalisme trouve ce qu'il lui faut pour garantir la marche ininterrompue de sa reproduction : des débouchés, des occasions d'investir des capitaux et des matières premières. La plus-value que le travail des ouvriers a créée ne peut se transformer en argent comptant que si le capitalisme trouve des milieux ne participant pas à la production capitaliste, auxquels il puisse vendre ses marchandises.

Cependant, ainsi que nous l'avons souligné à plusieurs reprises, les milieux non capitalistes diminuent à vue d'œil. Au sein des pays capitalistes, les classes petite-bourgeoise et paysanne (artisans et producteurs agricoles indépendants) entrent de plus en plus dans le cercle de la production capitaliste, soit comme entrepreneurs capitalistes, soit comme salariés, soit en conservant leur profession, mais en étroite et directe dépendance matérielle de la bourgeoisie. Dans chaque pays que le capitalisme effleure, nous voyons s'installer et s'implanter le mode de production capitaliste. Des colonies qui, hier encore, offraient à l'impérialisme des débouchés sans bornes, peuvent devenir demain des concurrents formidables sur le marché mondial.

Comment le capital pourra-t-il se reproduire, comment pourra-t-il accumuler sans vendre ses produits ?

Cette question devient de plus en plus brûlante.

(1) Ces deux articles font suite à : *Accumulation et Impérialisme* (Bul. Com. du 17 mai) ; *Rosa Luxembourgeois, continuateur de Marx* (Bul. Com. du 24 mai) ; *La reproduction capitaliste* (Bul. Com. du 7 juin) ; *La production capitaliste et ses entraves* (Bul. Com. du 17 juin).

Tous les pays du globe sont répartis, il n'y a plus de nouvelles colonies à acquérir. La terre est devenue trop étroite pour le capitalisme, qui ne pourrait obtenir une trêve qu'en annexant la lune ou la planète Mars, et encore faudrait-il que la lune et Mars fussent habitées par des êtres organisés en une société non-capitaliste !

Les pays impérialistes ressemblent, dans la situation désespérée où ils se trouvent, à plusieurs hommes enfermés dans une chambre hermétiquement close, où l'air ne peut se renouveler. Ils ne peuvent évidemment vivre sans respirer. Mais plus ils respirent, plus la quantité d'air respirable diminue. Et plus ils luttent pour se disputer le peu d'oxygène qu'il y a encore dans la chambre, plus rapidement l'air est consommé. Ils doivent se faire la guerre, car il y va de leur existence.

Seul l'échange avec les milieux non-capitalistes peut assurer l'accumulation. Un capitalisme qui n'accumule plus est voué à la mort, comme un homme dont le cœur serait en train de s'arrêter.

Supposons que les représentants de deux grands impérialismes, des Etats-Unis et du Japon, se réunissent pour discuter la question de savoir comment ils pourraient éviter une guerre. Et supposons encore qu'il ne s'agisse pas d'une pure manœuvre diplomatique comme nous en avons vu une à Washington, mais d'un effort sincère en vue d'aboutir à un résultat concret. Admettons, par exemple, que ces hommes d'Etat et d'affaires soient plus imbus de pacifisme tolstoïen que M. Georges Pioch, et plus convaincus que M. H.-L. Follin que l'« ordre naturel » commande la paix, idée que ce dernier professe avec beaucoup de bonne foi et peu de raison dans son *Journal des Peuples*.

Les intérêts du Japon et des Etats-Unis se heurtent en Asie orientale, et notamment en Chine. Il faut s'entendre au sujet des sphères d'influence, du désarmement, des droits de douane, de diverses questions commerciales, etc., etc. Après avoir sérieusement examiné tous les problèmes, les représentants des deux impérialismes — s'ils sont sincères et intelligents — finiront par reconnaître que la paix ne pourra être maintenue que si les deux pays impérialistes restreignent leur production.

Il s'agit, bien entendu, de représentants du capitalisme. Il ne peut donc être question, pour eux, de répartir l'excédent des marchandises, destinées à l'exportation, parmi les nécessiteux de leurs pays respectifs, ni de restreindre la production en faisant travailler les salariés quatre heures au lieu de huit heures pour le même salaire qu'aujourd'hui, car cela constituerait une augmentation de la part des ouvriers, et une diminution de la part des capitalistes au produit total de la société. Ce serait l'abandon du profit, et par là, l'abandon de la base capitaliste de la production.

Comment, alors, restreindre la production sinon en diminuant le capital dans chacun des deux pays ? Mais la caractéristique essentielle de la société capitaliste, c'est précisément que les classes dirigeantes ne consomment pas tout ce que les esclaves salariés fabriquent, mais qu'elles emploient le capital à engendrer encore plus de capital. Pour restreindre la production, les capitalistes des deux pays devraient renoncer à employer une partie de leur capital dans la production, à le

placer dans des banques ou ailleurs. Il faudrait qu'une partie de leur capital ne porte pas d'intérêt, qu'il ne s'accumule pas, c'est-à-dire qu'il ne soit plus capital, car « le capital, c'est de la valeur engendrant plus de valeur (plus-value) » (1). En un mot, les capitalistes devraient renoncer à être capitalistes s'ils voulaient garantir le maintien de la paix.

La théorie de Rosa Luxemburg nous fournit ainsi une preuve de plus que la paix éternelle restera en régime capitaliste une utopie éternelle. Le mécanisme même de la production capitaliste nous démontre qu'il faut briser les cadres de la société bourgeoise pour en finir avec les guerres.

Au moment de la plus poignante misère, le capitalisme ne pourrait éviter les guerres qu'en restreignant la production, en provoquant une crise. Le capitalisme entrave aujourd'hui la production au lieu de l'accélérer. Marx et Engels, parlant dans le *Manifeste Communiste* (1847) des crises normales d'alors, ont encore mieux prédit le lointain avenir impérialiste, en déclarant :

« Les forces productives dont elle (la société) dispose ne favorisent plus le développement de la propriété bourgeoise : au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui leur oppose de ce fait un obstacle : et toutes les fois que les forces productives sociales s'affranchissent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. »

En effet, il n'y a plus qu'un seul moyen pour arrêter la danse infernale des forces déchaînées au-dessus de nos têtes : la révolution prolétarienne !

L'Impérialisme Français et la Théorie d'Accumulation

La théorie d'accumulation de Rosa Luxemburg, explication aussi simple que lumineuse de tous les phénomènes de l'impérialisme, est née en Allemagne.

Rosa Luxemburg avait l'occasion d'étudier le problème dans un Etat capitaliste du plus haut développement, du plus grand essor économique, d'une plus irrésistible tendance à l'expansion, et du plus brutal militarisme. Ainsi que Karl Marx puisait la plupart de ses doctrines économiques dans les données que lui fournissait le capitalisme anglais, alors pays classique de la production capitaliste, Rosa développait ses idées dans l'Allemagne d'avant-guerre, où régnait un impérialisme non moins classique que le capitalisme anglais du dix-neuvième siècle.

Battu sur les champs de bataille, le capitalisme allemand a dû renoncer à ses aspirations impérialistes. Son armée formidable étant broyée et anéantie, il doit chercher par d'autres moyens à rétablir la marche de la production, à faire de nouveau fonctionner l'accumulation du capital. Ne pouvant plus conquérir par la violence des débouchés, des sphères d'influence et d'investissement et des sources de matières premières, le capitalisme allemand s'efforce de conquérir les marchés en abaissant les prix de ses marchandises par une réduction inouïe des salaires réels. En même temps, il cherche à s'entendre avec les capitalis-

mes des pays alliés, tantôt avec l'Angleterre, tantôt avec la France, tantôt avec les deux à la fois, en vue de retrouver de favorables conditions d'accumulation en s'appuyant sur un pays disposant de colonies ou — comme la Russie — de vastes territoires non-capitalistes. Le capital étranger vient s'installer en Allemagne dans une proportion de plus en plus croissante. Le minimum coût de revient, dû à la baisse incessante des salaires réels, allèche les capitalistes des autres pays et les induit à placer leurs fonds en Allemagne — bien entendu dans l'industrie et les banques, mais non pas dans des obligations d'Etat. Parallèlement à l'extension du capital étranger s'étend l'influence politique des puissances étrangères sur le Reich. L'Allemagne, autrefois puissant facteur de l'impérialisme mondial, n'en est aujourd'hui que le piètre jouet.

Devant subir l'impérialisme au lieu de l'exercer, la bourgeoisie allemande est rayée de la liste des puissances impérialistes indépendantes. Aussi la théorie de l'impérialisme que Rosa Luxemburg nous a fournie, est-elle aujourd'hui pour l'Allemagne et pour la lutte du prolétariat allemand d'une valeur plus théorique que pratique.

L'impérialisme français joue aujourd'hui dans la politique mondiale le rôle de l'impérialisme allemand d'avant-guerre. La ressemblance se retrouve jusque dans la manie oratoire, que M. Poincaré partage avec son illustre modèle Guillaume II, et jusque dans les énormes excès que commettent les officiers à l'égard des soldats, excès dont la dénonciation vigoureuse et intrépide a valu à Rosa Luxemburg des années d'emprisonnement.

La bourgeoisie française détient l'hégémonie incontestée dans toute l'Europe. La réincorporation de l'Alsace-Lorraine, l'annexion de la Sarre et le contrôle de l'extraction de houille en Tchéco-Slovaquie et en Pologne, l'infiltration du capital français dans tous les pays d'Europe centrale, constituent de vigoureux stimulants à une expansion sans bornes. Avant la guerre, le capital français se concentrait, en s'accumulant, dans les mains d'innombrables capitalistes indépendants les uns des autres, ou du moins relativement beaucoup plus indépendants que ceux d'Amérique, d'Allemagne et d'Angleterre. Depuis la guerre, la centralisation capitaliste a fait en France d'immense progrès. Les capitaux concentrés en mille mains se centralisent sous une seule direction, les entreprises fusionnent, et la *cartellisation* se poursuit avec une rapidité extraordinaire. Cette centralisation favorise à son tour l'accumulation capitaliste et, en conséquence, la tendance expansive.

Forcément, l'impérialisme français pousse à la guerre. Des escarmouches d'avant-postes ont déjà eu lieu, entre Grecs et Turcs. D'autres puissances impérialistes, non moins avides d'expansion, se heurteront tôt ou tard aux aspirations du capital français. Et la prochaine conflagration mondiale projette son ombre en avant, jusque dans le présent.

Dans cette situation, la théorie de Rosa Luxemburg constitue aux mains du prolétariat français, une arme d'une éminente valeur pratique pour la lutte contre l'impérialisme.

Appuyés sur la théorie d'accumulation, nous saurons détromper les prolétaires qui, sombrant dans la creuse phraséologie du « Bloc des Gauches », s'adonnent à l'espoir que la politique « guerrière » de Poincaré et de la camelote royale sera remplacée par une politique « pacifiste » sous l'égide de Caillaux, Herriot et de Paul-Boncour.

Le capital doit s'accumuler. S'il ne s'accumule

(1) *Mehrwert heckender Wert* (K. Marx).

pas, la production capitaliste devient un non-sens complet pour la bourgeoisie, qui tend, par conséquent, à vaincre les obstacles qui s'opposent à l'accumulation, à l'intensifier là où elle fonctionne, et à la rétablir là où elle s'est arrêtée. La tendance à l'accumulation entraîne nécessairement une expansion de plus en plus puissante ; l'impérialisme. Les meilleurs principes pacifistes s'évanouissent devant la nécessité économique où se trouve le capitalisme et qui ne lui permet pas d'être pacifique : la nécessité d'accumuler. Les radicaux et radicaux-socialistes, une fois au pouvoir, ne tarderont pas à s'en ressentir.

Mais que feront les socialistes ? Ils ont à choisir entre une politique indépendante de classe, nettement opposée à celle de la bourgeoisie, qui est impérialiste, qu'elle se cache sous les mots d'ordre des blocards nationaux ou sous ceux des blocards gauchistes, et une politique petite-bourgeoise qui les conduira inmanquablement à la remorque de la bourgeoisie impérialiste.

Au service de la bourgeoisie, ils auront deux

choses à faire, selon la situation. Si le manque de débouchés provoque une crise, il leur incombera la mission de « pacifier » et de calmer les masses désespérées, prêtes à la révolution. Et si la bourgeoisie croit bon de conquérir de nouveaux débouchés par une petite guerre, les socialistes de la 2^e Internationale auront, comme en 1914, à encourager les prolétaires à aller se faire tuer en masse, la guerre étant faite « dans l'intérêt du prolétariat, qui trouvera du travail à la suite des conquêtes de nouveaux marchés ».

La théorie d'accumulation de Rosa Luxembourg dévoile l'ignoble tromperie des chefs réformistes, qui s'efforcent de faire croire aux travailleurs que les guerres peuvent être supprimées en régime capitaliste. La leçon qui en découle pour la classe ouvrière, et notamment pour la classe ouvrière de France, c'est de renverser le régime capitaliste avant qu'il ait précipité l'humanité entière dans un nouveau désastre.

Lucien RÉVO.

A Propos des Commissions Syndicales

Depuis le Congrès de Paris, notre Parti fait un gros effort pour que les décisions qui y furent prises, relativement à l'activité des communistes dans les syndicats, ne restent pas lettre morte.

Certes, la mise sur pied des commissions syndicales n'a pas suscité l'enthousiasme chez tous les membres du Parti. Mettant à profit la méfiance justifiée des syndiqués pour les partis politiques qui, avant Tours, se sont succédés dans ce pays, les politiciens « résistants », pactisants ou anarchisants, ont fait de la question leur principale plate-forme contre l'I.C. et sont parvenus à jeter l'équivoque dans l'esprit de quelques camarades.

Ne nous frappons pas. Il en sera — il en est déjà — des commissions syndicales ce qu'il en fut du front unique et de l'unité ; à l'usage, leurs adversaires de bonne foi s'apercevront — s'aperçoivent déjà — que la peur du mot est un motif insuffisant pour condamner la chose.

L'Organisation des tendances

J'assistais récemment à une réunion des communistes du Livre. Je n'ai pas été stupéfait, mais pas du tout, d'y retrouver la plupart des camarades qui, avant la guerre et au lendemain, étaient déjà groupés dans un « Comité de Vigilance » qui s'était donné pour tâche d'arracher à l'influence étroitement corporatiste, collaborationniste et bourgeoise de Keufer, la Fédération la plus réformiste de France.

On s'est retrouvé là, et l'on avait l'impression bien nette qu'entre le « noyau » syndicaliste révolutionnaire d'hier et le groupe communiste d'aujourd'hui, la filiation s'était faite le plus naturellement du monde.

Avant la guerre, dans le Livre (et cela existait dans d'autres fédérations), groupés dans notre Comité de Vigilance, nous jouions le rôle d'une fraction *politique* (politique n'implique pas combinaisons électorales, parlementaires ; « toute lutte de classe est politique » : c'est pour de bons cama-

rades du Bâtimen). Nous continuerons à jouer ce rôle, en tant que fraction communiste, dans notre fédération d'industrie en particulier et dans le syndicalisme en général.

Besogne d'éducation, d'orientation révolutionnaire, hier, au C.D.V. Même besogne aujourd'hui au groupe du P.C., renforcée toutefois de l'expérience acquise à la lutte sinistre de la guerre, élayée des enseignements précieux de la grande et douloureuse épopée russe qui continue. Nous ferons publiquement, au grand jour, comme nous l'avons toujours fait, ce que font clandestinement, « franc-maçoniquement », les résistants, pactisants et anarchisants. Vouloir nous l'interdire, nous menacer de sanctions, ce serait nous inciter à une action occulte, comme celle de nos adversaires, qui répugne à notre franchise.

Par leur méthode d'action pratique, par leur dévouement de tous les instants, les communistes conquerront dans les syndicats une influence légitime, puis la majorité, qui leur en assurera tout naturellement la direction, comme les syndicalistes révolutionnaires se l'assurèrent, avant-guerre, dans maintes fédérations.

Une conception communiste du syndicalisme

« Syndicalisme en danger ! Subordination ! Commissions syndicales : torpilles lancées dans les flancs de la C.G.T.U. ! » Autant de boniments de politiciens déconfits ou d'ignorants sectaires que les textes démentent, mais qui ont réussi — résultat cherché — à jeter le trouble dans l'esprit d'excellents camarades.

Dans ses thèses, l'I.C. n'a jamais nié ni l'importance ni la valeur du syndicalisme comme facteur révolutionnaire. Il faut n'avoir jamais lu Lénine, Trotsky ou n'importe quel autre leader de l'I.C. pour soutenir le contraire.

Il n'est pas jusqu'à Zinoviev, l'homme dont le coup de pistolet de Tours fit si peur aux dissidents de la première cuvée, qui n'ait, du rôle du

syndicat, une opinion à laquelle tous les syndicalistes sérieux pourraient souscrire.

Dans sa brochure : « *Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international* », éditée en 1920 par la 1^{re} Imprimerie de l'Internationale Communiste, Zinoviev rappelle qu'en 1913, les bolcheviks donnaient du syndicat la définition suivante :

« Le syndicat est un groupement permanent d'ouvriers d'une industrie donnée (et non pas d'une profession) pour la direction (1) de la lutte économique ouvrière et pour la participation permanente, conjointement avec le parti politique du prolétariat, à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière pour la suppression du salariat et pour la conquête du socialisme ».

Citons encore cette autre précision du même :

« Le Parti est l'âme de la classe ouvrière. En m'exprimant ainsi, je ne veux pas dire qu'il doit gouverner les syndicats. Non. Le Parti doit se comporter prudemment à leur égard et ils doivent lui servir de point de départ pour la réalisation du communisme. Il ne saurait y avoir de « camarades » d'une deuxième catégorie, et aucune morgue de militants envers les militants ne doit être tolérée. Les syndicalistes sont des communistes autant que nous. Mais nous devons repousser résolument ce qu'on appelle la théorie des parties contractantes. Elle n'est pas exacte. Elle n'est qu'un héritage de la 2^e Internationale, perfide, corrompue et caduque. « Tu t'occuperas de questions politiques, non de questions économiques. Tu ne mettras pas ton nez chez nous et nous chez toi ! » Non ! Nous devons extirper cette théorie de la conscience des ouvriers avancés. »

Même dans ces déclarations de Zinoviev, où voit-on la volonté de subordination ? Ne sont-elles pas, au contraire, une affirmation très nette de la valeur du syndicat en tant que facteur révolutionnaire ?

Ceux qui parlent de réédition des « manœuvres guesdistes » d'avant 1906, ne sont que des huruberlus attardés.

Pour un Syndicalisme de masses Les Commissions du P. C. Moyens de regroupement

La circulaire adressée aux fédérations au lendemain du Congrès de Paris par la Commission Syndicale Centrale, est une affirmation de la volonté qu'a le Parti tout entier de travailler au regroupement des larges masses, sans distinction d'opinions politiques, dans l'organisation syndicale et, en travaillant à la reconstruction de l'unité, dans la C.G.T.U.

Autorisation aux communistes isolés dans un syndicat réformiste d'y rester, à condition qu'ils ne se fassent, par leur silence, les complices de la politique contre-révolutionnaire de ses chefs. Même cas pour les isolés au sein d'organisations autonomes, à condition d'agir d'une manière suivie pour que, dans le plus bref délai, ces organisations puissent être rattachées à la C.G.T.U.

Le travail des commissions syndicales consiste à faire de chaque membre du Parti un syndiqué actif, toujours au premier rang dans les batailles quotidiennes, qui provoque dans son syndicat des initiatives ayant pour objet la création des délégations d'atelier, des Comités d'usine, la tenue de réunions d'entreprises où seront convoqués, sans distinction, syndiqués, non-syndiqués, com-

(1) C'est moi qui souligne.

munistes et sans-parti. Belle leçon de syndicalisme pour ceux qui, trop purs sans doute, veulent faire du syndicat non un groupement de masses, mais un petit groupe d'affinités.

« Partout où il n'existe pas de syndicat, les délégués ouvriers locaux ou fédéraux du Parti ont pour devise de travailler à la création de cet organisme, en accord avec l'Union départementale et la Fédération d'industrie adhérente à la C.G.T.U. »

Et la circulaire précise :

« Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas pour le Parti, de se substituer aux organisations syndicales..., mais de favoriser, au contraire, par des initiatives intelligentes, un mouvement dont ces organisations revendiquent à juste titre la responsabilité. »

Le Parti ayant accepté, comme base de son activité dans le domaine syndical, le programme d'action de l'I.S.R., pas de conflit profond à craindre entre les commissions syndicales et la C.G.T.U.

Les instructions de la Commission Syndicale Centrale ont déjà reçu une large application. Commissions locales, fédérales, interfédérales, ont été constituées. Et déjà, dans certaines régions, leur influence bienfaisante se fait sentir dans le recrutement et le regroupement.

« Le syndicalisme est en danger ! » ont crié les politiciens déçus. Allons donc ! D'ici quelques mois, nous dresserons le bilan de la besogne de recrutement faite par les communistes au bénéfice du syndicalisme et de la C.G.T.U. Nous pourrions déjà le faire pour quelques départements. Et l'on verra de quel côté sont ceux qui mettent le syndicalisme en danger, quels sont ceux qui entravent le développement de la C.G.T.U.

V. GODONNECHE.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.